



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIÈRES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada



APPEL DE CANDIDATURES
Prière d'afficher et de diffuser

Postes :	2 conseiller(ère)s juridiques volontaires – Aide juridique et assistance judiciaire
Emplacement :	Bamako, Mali
Durée :	6 mois (renouvelable)
Début des fonctions :	Août 2015
Conditions :	L'affectation est de nature bénévole. Tous les frais sont pris en charge par le consortium.
Langue de travail :	Français

Contexte

Avocats sans frontières Canada (ASFC), en consortium avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), démarre le projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » et cherche un(e) coopérant(e) volontaire pour réaliser une mission au Mali visant à appuyer le travail d'avocat(e)s qui offrent des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire.

Résumé du poste

Les activités du ou de la conseiller(ère) juridique visent à contribuer au renforcement des compétences méthodologiques et juridiques d'avocat(e)s qui offrent des services gratuits d'aide juridique et d'assistance judiciaire à des personnes en situation de vulnérabilité, particulièrement des femmes, y compris des femmes victimes de violences basées sur le genre, des mineurs et des personnes en détention.

Description du mandat

- Identifier les besoins des avocat(e)s sur le plan de la méthodologie de gestion et de suivi de dossiers d'aide juridique et d'assistance judiciaire pour des personnes en situation de vulnérabilité;
- Contribuer à l'élaboration d'une stratégie de suivi des dossiers rigoureuse (tableau Excel, gestion des statistiques, chiffres, etc.);
- Accompagner les intervenant(e)s dans les méthodes de gestion des dossiers et de représentation de personnes en situation de vulnérabilité;
- Alimenter la réflexion sur l'élaboration et la mise en place des outils de méthodologie et de gestion de suivi des dossiers, dont notamment une base de données contenant tous les indicateurs requis;
- Participer à la création d'outils méthodologiques;
- Appuyer la préparation et la mise en œuvre d'une enquête sur les services d'aide juridique et d'assistance judiciaire;

- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer en faveur du droit à la représentation juridique;
- Rédiger des articles sur le travail accompli;

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe et nécessaire à la réalisation du projet et sollicitée par les avocat(e)s.

Compétences requises

- Expérience pertinente dans la gestion de dossiers de nature juridique;
- Bonne capacité de systématisation et de rédaction;
- Connaissances en matière de droits humains, particulièrement en matière de droits des femmes, de droits des mineurs et de détention arbitraire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Maîtrise des outils informatiques et de bureautique essentiels à l'accomplissement de sa tâche, notamment les logiciels relatifs au traitement de texte, au courriel et à Internet;
- Capacité à intégrer rapidement les notions de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit national ou international;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium;
- Capacités pour le travail d'équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Disposition à autogérer son travail, à travailler selon un horaire flexible;
- Capacité à appréhender et à comprendre les différences culturelles et les réalités socio-économiques d'un pays fragile ou en crise;
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Être avocat(e);
- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience en plaidoyer;
- Expérience dans des cas de violences basées sur le genre;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest et de préférence au Mali;
- Connaissance de l'histoire et de la situation politique, juridique, économique et sociale du Mali;
- Connaissance des intervenants canadiens, maliens et internationaux du domaine de la justice (gouvernementaux et société civile) actifs au Mali.

Processus de sélection

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) en français par la poste ou par courriel aux coordonnées suivantes:

Avocats sans frontières Canada

A/s M. David Sauvageau

Concours Conseiller(ère) juridique volontaire – Aide juridique et assistance judiciaire Mali 2015

825 Saint-Joseph Est, Bureau 230,

Québec (Québec) G1K 3C8

Adresse de courriel: recrutement@asfcanada.ca

Objet : Conseiller(ère) juridique volontaire – Aide juridique et assistance judiciaire
Mali 2015

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le mercredi 27 juillet 2015 à 23h59

Nous remercions tous les candidats de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.